

# Nations Unies

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels

SIXIÈME COMMISSION, 1068<sup>e</sup>  
SÉANCE

Lundi 11 novembre 1968,  
à 15 h 30



NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 85 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Projet de convention sur les missions spéciales (suite).....</i>	<i>1</i>
<i>Organisation des travaux de la Commission...</i>	<i>6</i>

*Président:* M. K. Krishna RAO (Inde).

*En l'absence du Président, M. Gobbi (Argentine), vice-président, prend la présidence.*

## POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de convention sur les missions spéciales (suite) [A/6709/Rev.1 et Corr.1 et 3, A/7156 et Add.1 et 2; A/C.6/L.646, A/C.6/L.718, A/C.6/L.705, A/C.6/L.684, A/C.6/L.696, A/C.6/L.696/Rev.1, A/C.6/L.699, A/C.6/L.706]

### *Article 26 (Inviolabilité des archives et des documents) [suite]*

1. M. KAMAT (Inde), expliquant le vote émis par sa délégation à la 1067<sup>e</sup> séance, dit que sa délégation estime que l'inviolabilité des archives et des documents des missions spéciales recommandée par la Commission du droit international à l'article 26 est tout aussi absolue que l'inviolabilité des archives et des documents des missions diplomatiques permanentes. Elle a néanmoins voté en faveur de l'amendement du Koweït car, eu égard au caractère temporaire des missions spéciales et au fait qu'elles séjournent souvent dans des hôtels, la tâche de l'Etat de réception serait facilitée si les missions spéciales s'efforçaient de rendre leurs documents aisément identifiables. La délégation indienne espère que le Comité de rédaction formulera ces idées de manière appropriée.

### *Article 27 (Liberté de mouvement)*

2. M. DELEAU (France) fait observer qu'à l'article 27 la Commission du droit international a permis à l'Etat de réception de restreindre la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire pour des raisons de sécurité nationale. La délégation française partage l'opinion de ladite Commission selon laquelle, étant donné que les missions spéciales n'ont que des tâches déterminées et temporaires, elles n'ont pas besoin de jouir d'une liberté de circulation et de déplacement aussi large que celle qui est accordée aux missions diplomatiques permanentes; aussi lui paraît-il qu'il serait préférable de ne pas limiter la possibilité de certaines restrictions aux cas où il existe des lois et règlements qui peuvent être dans

certain pays très libéraux. Il serait plus conforme au cas particulier des missions spéciales de se référer de façon plus générale et plus souple aux impératifs de sécurité nationale.

3. M. GONZALEZ ESPINO (Panama) dit que son pays se heurte à un problème particulier en ce qui concerne la zone du canal de Panama. Il est en effet nécessaire de traverser la base militaire américaine, Howard Field, pour se rendre dans la ville panaméenne de Veracruz et si, par exemple, le Gouvernement panaméen concluait avec un autre gouvernement un accord relatif à l'envoi d'une mission spéciale en vue de la construction d'une usine dans cette localité, la mission spéciale qui se rendrait dans cette ville pourrait observer des aéronefs militaires, des chars et des armes utilisés pour l'entraînement de soldats envoyés au Viet-Nam. Pour les Etats-Unis d'Amérique, Howard Field est une zone dont l'accès est interdit. L'accès de Veracruz serait inévitablement restreint pour des raisons tenant à la sécurité nationale des Etats-Unis, étant donné que la seule route permettant de se rendre dans cette ville traverse Howard Field; cependant, le Gouvernement des Etats-Unis a reconnu que la zone du canal est territoire panaméen. Une situation analogue se produirait si une mission spéciale traversait l'Ro Nato pour se rendre dans la ville de Farallón. En conséquence, le texte actuel de l'article 27 ne répond pas aux exigences de la situation de fait existant au Panama.

4. Une situation très grave a été créée en 1964 lorsque les autorités de la zone du canal ont, pendant 3 jours consécutifs, arrêté la circulation sur le pont des Amériques qui constitue le seul lien entre la route interaméricaine et les provinces orientales et méridionales du Panama. Une mission spéciale envoyée par un Etat ami, qui devait se rendre dans l'intérieur du pays conformément à un accord particulier d'assistance technique dans le domaine de l'agriculture conclu avec le Gouvernement panaméen, a été empêchée de traverser le pont des Amériques et a dû rentrer dans la capitale. Cette mission spéciale a été ainsi privée de la liberté de mouvement et il y avait là violation d'une règle bien établie du droit international, ce qui mettait l'Etat de réception, c'est-à-dire le Panama, dans une situation délicate. En l'occurrence, en raison des solides liens d'amitié existant entre les deux pays, l'Etat d'envoi n'a pas présenté de protestation officielle afin de ne pas aggraver encore davantage la situation.

5. La délégation panaméenne n'est pas en mesure d'appuyer l'amendement français (A/C.6/L.705) car l'expression "sous réserve des impératifs de sécurité nationale" englobe non seulement les mesures prises dans l'exercice légitime du pouvoir, mais aussi les mesures de caractère impérieux ou arbitraire, ce qui

est contraire aux principes démocratiques auxquels sont attachés le Gouvernement et le peuple panaméens.

6. La délégation panaméenne demande en conséquence à l'expert consultant de fournir des éclaircissements supplémentaires au sujet de l'application de l'article 27 et des modifications qui pourraient lui être apportées, étant donné que le Gouvernement panaméen s'est engagé à respecter la liberté de mouvement des missions spéciales envoyées sur son territoire, notamment par l'Organisation des Nations Unies.

7. M. SECARIN (Roumanie) dit que l'article 27 s'intègre dans l'économie du projet de convention car il reprend, en l'adaptant aux missions spéciales, un principe qui est commun aux missions diplomatiques et aux postes consulaires. La liberté de mouvement que les Etats accordent sur leur territoire au personnel diplomatique et consulaire — qui constitue un privilège aussi ancien que les missions elles-mêmes, puisant sa substance dans la liberté de mouvement fondamentale proclamée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme — ne connaît d'autres limites que celles imposées par les lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale. La liberté de mouvement des membres des missions diplomatiques est définie dans les mêmes termes que la liberté de mouvement des membres des postes consulaires (article 26 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques; article 34 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires). Ce principe, vérifié par la pratique des Etats, assure un certain équilibre entre l'intérêt du fonctionnement des missions et les intérêts de l'Etat de réception en matière de sécurité, qui sont rigoureusement protégés par ses lois et règlements. Il n'est ni possible ni raisonnable de laisser imposer à la liberté de mouvement des membres de missions diplomatiques des restrictions plus sévères que celles qui sont imposées par les lois et règlements des Etats de réception.

8. Le texte de la Commission du droit international adopte ce principe, en y ajoutant une seconde réserve en vertu de laquelle la liberté de mouvement doit être exercée dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des fonctions de la mission spéciale. Cette seconde réserve, qui est fondée sur le caractère particulier de la mission spéciale, renforce la protection des intérêts de l'Etat de réception. Selon la délégation roumaine, le texte de la Commission du droit international est satisfaisant et il est impossible d'aller au-delà. La délégation roumaine est opposée à l'amendement français, étant donné que les "impératifs de sécurité nationale" trouvent leur expression dans les lois et règlements de l'Etat de réception.

9. M. KASEMSRI (Thaïlande) dit que sa délégation pourrait appuyer l'amendement français si celui-ci mentionnait également la sécurité personnelle des membres de la mission spéciale. Il conviendrait d'insérer une telle mention dans l'article afin d'établir l'équilibre voulu entre le souci qu'a l'Etat de réception d'assurer la sécurité de ses propres ressortissants et le souci qu'il doit avoir de veiller à la sécurité personnelle des membres de la mission spéciale qui se trouve sur son sol. L'amendement français pour-

rait donc être formulé comme suit: "Sous réserve des impératifs de sécurité nationale et des impératifs de la sécurité personnelle des membres de la mission spéciale, l'Etat de réception assure à tous les membres de celle-ci..."

10. M. MOLINA LANDAETA (Venezuela) souligne que les dispositions de la Constitution vénézuélienne relatives à la liberté de circulation sont analogues au texte élaboré par la Commission du droit international pour l'article 27. Ce texte indique objectivement les cas dans lesquels la liberté de mouvement sera restreinte; il assure avec équilibre et souplesse la protection des droits de l'Etat d'envoi et de ceux de l'Etat de réception. L'amendement français limite la portée du principe énoncé dans le texte de la Commission du droit international et l'expression subjective qu'il emploie, à savoir les "impératifs de sécurité nationale", est si large qu'elle pourrait, dans la pratique, priver de toute efficacité l'idée fondamentale que l'on trouve dans le texte de ladite Commission. Pour ces motifs, la délégation vénézuélienne votera en faveur dudit texte.

11. M. BARTOS (Expert consultant) dit que c'est parce qu'elle désirait avoir certaines garanties d'objectivité que la Commission du droit international a proposé que les restrictions apportées à la liberté de mouvement soient celles qui figurent dans un texte publié, applicable à toutes les personnes, plutôt que celles contenues dans un règlement administratif visant les missions spéciales en tant que telles. Le texte de la Commission du droit international exige que ces restrictions n'intéressent pas tout le territoire de l'Etat de réception mais seulement certaines zones et qu'elles soient édictées par des lois et règlements.

12. Le cas particulier mentionné par le représentant du Panama a été discuté par la Commission du droit international, qui a conclu que si un Etat tiers empêche l'Etat de réception de s'acquitter des obligations que lui impose la convention, la question sort du cadre de la convention. Dans le cas du Panama, la question serait régie par les accords et traités relatifs à la base installée dans la Zone du Canal. En conséquence, ladite Commission ne s'est pas penchée sur cette question.

13. Les "impératifs de sécurité nationale", mentionnés dans l'amendement français, relèvent davantage de l'appréciation de l'Etat de réception que de limitations proclamées objectivement et applicables à toutes les personnes. Bien qu'il puisse y avoir des cas où les Etats éprouvent le besoin impérieux d'exercer leur pouvoir souverain pour empêcher la circulation sur leur territoire, la Commission du droit international a estimé qu'il ne fallait pas encourager des situations de ce genre et s'est donc prononcée en faveur d'un texte objectif.

14. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement français.

*Par 30 voix contre 13, avec 36 abstentions, l'amendement français (A/C.6/L.705) est rejeté.*

15. Le PRESIDENT met aux voix l'article 27.

*Par 72 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'article 27 est approuvé.*

*Article 28 (Liberté de communication)*

16. M. DADZIE (Ghana) dit que sa délégation approuve dans l'ensemble le libellé actuel de l'article 28, mais qu'il ressort de la pratique qu'il est de l'intérêt tant de l'Etat d'envoi que de l'Etat de réception d'éviter toute situation qui risque d'amener une multiplication des valises et des courriers diplomatiques. C'est pourquoi la délégation ghanéenne a présenté un amendement (A/C.6/L.696) proposant que la mission spéciale utilise la valise de la mission diplomatique permanente et ait recours aux services du courrier de celle-ci. A la suite de consultations avec d'autres délégations et, notamment avec la délégation du Royaume-Uni, la délégation ghanéenne a décidé de rendre le texte d'une application plus pratique en supprimant certaines expressions inappropriées; elle a donc déposé une version révisée de son amendement (A/C.6/L.696/Rev.1).

17. M. DARWIN (Royaume-Uni) déclare que son gouvernement a toujours reconnu que dans certaines circonstances les missions spéciales auront besoin d'utiliser une valise diplomatique. Cependant, il arrive souvent que la question traitée n'est pas confidentielle et que la poste publique constitue, pour la mission spéciale, un mode de correspondance approprié, pour employer une expression figurant dans la Convention internationale des télécommunications. Par contre, il arrive souvent également, qu'à cause du caractère de la question traitée, il soit opportun que la mission spéciale puisse disposer d'un mode de correspondance confidentiel télégraphique ou par courriers. Il est de l'intérêt tant de l'Etat de réception que de la communauté internationale tout entière que la mission spéciale utilise les moyens de communication de la mission diplomatique permanente, s'il y en a; aussi la délégation du Royaume-Uni a-t-elle déposé un amendement dans ce sens (A/C.6/L.699). Il existe de nombreux points communs entre cet amendement et l'amendement ghanéen (A/C.6/L.696); compte tenu des modifications apportées à ce dernier, la délégation du Royaume-Uni appuie sans réserve l'amendement ghanéen révisé (A/C.6/L.696/Rev.1) et retire son propre amendement.

18. M. DELEAU (France) dit que l'amendement de sa délégation (A/C.6/L.706) est fondé sur des considérations d'ordre pratique. Un Etat de réception risque d'avoir, dispersées sur l'ensemble de son territoire, un grand nombre de missions spéciales, des organisations internationales et les délégations accréditées auprès de celles-ci. On imagine sans peine les complications administratives qui en résulteraient si chacune de ces missions spéciales avait une valise que l'Etat de réception était tenu de protéger. La mission spéciale devrait normalement utiliser la valise de la mission diplomatique ou des postes consulaires de l'Etat d'envoi, mais en cas d'absence de relations diplomatiques ou consulaires entre l'Etat d'envoi et l'Etat de réception ou d'impossibilité matérielle d'utiliser la valise diplomatique ou la valise consulaire, la mission spéciale pourrait disposer d'une valise qui lui soit propre. Tels sont les objectifs du paragraphe 2 bis que la délégation française propose d'ajouter à l'article 28.

19. Il n'est ni nécessaire ni souhaitable de faire bénéficier la valise de la mission spéciale de l'inviolabilité absolue dont jouit la valise de la mission diplomatique permanente, qui se justifie par le caractère général et politique des responsabilités de la mission diplomatique. Il faut assurer à la valise de la mission spéciale le même degré d'inviolabilité que celui dont jouit la valise consulaire. La délégation française propose en conséquence d'ajouter, au paragraphe 3 de l'article 28, une disposition inspirée du paragraphe 3 de l'article 35 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires. Il est très difficile en effet pour les Etats de réception d'accepter la multiplication des exemptions du contrôle prévu par leurs règlements douaniers ou leur législation générale. Les règles de la Convention de Vienne sur les relations consulaires paraissent assurer un équilibre des intérêts de l'Etat d'envoi et de l'Etat de réception qui correspond aux besoins fonctionnels des missions spéciales. Si d'aventure la nature et les fonctions d'une mission spéciale particulière justifiaient l'adoption de solutions différentes celles-ci pourraient sans doute être trouvées.

20. M. MYSLIL (Tchécoslovaquie) est enclin à penser, lui aussi, que les missions spéciales devraient utiliser la valise et le courrier de la mission diplomatique permanente. C'est souvent le cas dans la pratique et c'est là un moyen commode pour la mission spéciale de communiquer avec l'Etat d'envoi ou avec d'autres missions permanentes ou spéciales. La délégation tchécoslovaque peut donc appuyer l'amendement ghanéen (A/C.6/L.696/Rev.1), étant entendu que c'est à la mission spéciale qu'il appartiendra de décider elle-même de ce qu'il est possible de faire à cet égard.

21. Les amendements de la Belgique (A/C.6/L.684) et de la France (A/C.6/L.706) sont tous deux difficilement acceptables pour la délégation tchécoslovaque. Si l'amendement belge est adopté, un problème se posera dans les cas où la mission spéciale ne peut avoir recours à la voie diplomatique ou consulaire. L'amendement ghanéen est plus clair et plus concis que la proposition française qui vise le même objectif.

22. La proposition française tendant à ajouter au paragraphe 3 une disposition empruntée à la Convention de Vienne sur les relations consulaires soulève la question de savoir si la mission spéciale doit être traitée comme une mission consulaire ou comme une mission diplomatique. La délégation tchécoslovaque estime qu'elle doit être traitée pour l'essentiel comme une mission diplomatique parce qu'elle a un caractère représentatif et exerce des fonctions analogues à celles d'une mission diplomatique et souvent même plus importantes. La délégation tchécoslovaque ne peut manquer de s'opposer à tout amendement fondé sur un concept des missions spéciales différent de celui sur lequel repose le projet établi par la Commission du droit international; elle ne peut donc appuyer l'amendement français au paragraphe 3.

23. M. HAMBYE (Belgique) retire l'amendement de sa délégation (A/C.6/L.684) étant donné que le but auquel il répond est celui même des autres amendements. Des deux amendements dont la Sixième Commission reste saisie, la délégation belge préfère l'amendement français (A/C.6/L.706) parce que, bien qu'il soit moins concis que l'amendement ghanéen

(A/C.6/L.696/Rev.1), il tient mieux compte des circonstances et de la pratique.

24. M. OGUNDERE (Nigéria) dit que sa délégation préfère l'amendement ghanéen (A/C.6/L.696/Rev.1), qui est souple et traduit bien les réalités de la pratique diplomatique dans le domaine des missions spéciales. Les missions spéciales préfèrent généralement utiliser la valise et le courrier de la mission permanente de l'Etat d'envoi auprès de l'Etat de réception. Considérant que le libellé du paragraphe 2 *bis* proposé par l'amendement français (A/C.6/L.706) n'est pas heureux et que l'amendement ghanéen est beaucoup plus clair, la délégation nigérienne ne peut appuyer l'amendement français. D'autre part, le paragraphe 3 que l'amendement français propose d'ajouter à l'article 28 est contraire au principe sur lequel repose le projet de convention de la Commission du droit international, à savoir que le droit applicable aux missions spéciales doit être assimilé autant que possible au droit des missions diplomatiques permanentes; l'adoption de ce paragraphe gênerait les travaux de la mission spéciale au lieu de les faciliter. Un Etat de réception qui aurait changé d'avis une fois la mission spéciale sur son territoire, et déciderait que la présence de celle-ci est inopportune, pourrait utiliser cette disposition additionnelle pour soumettre la mission à des vexations et mettre des entraves à l'accomplissement de sa tâche.

25. M. SECARIN (Roumanie) rappelle que le texte de la Commission du droit international est fondé sur l'article 27 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Institution distincte de la mission diplomatique, la mission spéciale a son statut propre et exerce ses propres fonctions pour l'accomplissement desquelles elle doit disposer de ses propres moyens. Toute règle qui constituerait une ingérence dans les moyens de communication d'autres missions, qu'elles soient permanentes ou consulaires, serait de nature à créer des difficultés au lieu de faciliter le bon fonctionnement des missions spéciales.

26. La proposition française (A/C.6/L.706) tendant à ajouter un paragraphe 2 *bis* à l'article 28 s'appuie sur la pratique existante: les Etats, soucieux de limiter les dépenses entraînées par leurs activités diplomatiques, emploient les moyens dont ils peuvent disposer, ayant souvent recours, pour leurs missions spéciales, à la valise diplomatique ou consulaire. Malheureusement, l'amendement français tend à remplacer par une obligation ce qui, dans la pratique, est le droit de l'Etat d'envoi d'apprécier les différents moyens qui sont à sa disposition et de choisir parmi eux. Cela compliquerait les choses et, sans aucune justification du point de vue juridique, cela établirait une différence de régime entre les missions spéciales, selon que l'Etat d'envoi et l'Etat de réception entretiennent ou non des relations diplomatiques ou consulaires.

27. Suivant l'amendement français au paragraphe 3, la valise de la mission spéciale serait soumise au même régime de contrôle que celui qui est prévu pour la valise consulaire au paragraphe 3 de l'article 35 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires. Or, la délégation roumaine est d'avis que les immunités et privilèges des missions spéciales ne peuvent être alignés sur ceux des missions consulaires.

28. L'amendement ghanéen (A/C.6/L.696/Rev.1) reflète une situation de fait; il est en effet évident que la mission spéciale utilisera la valise et le courrier de la mission diplomatique "lorsque c'est possible". Il reste cependant à savoir s'il est nécessaire de le dire expressément dans la convention, étant donné que les termes "peut employer", figurant dans le texte de la Commission du droit international, sont suffisamment souples pour que l'on puisse en tirer, sans aucune difficulté, une conclusion allant dans le sens de l'amendement proposé.

29. M. ALCIVAR (Equateur) demande à l'expert consultant de formuler ses observations sur le texte de la Commission du droit international et sur les amendements.

30. M. BARTOS (Expert consultant) dit que la question de la liberté de communication des missions spéciales est nettement distincte de celle de la liberté de communication des missions permanentes, qu'il s'agisse des missions diplomatiques ou des postes consulaires. Une mission spéciale n'exerce pas toujours son activité dans la même localité que la mission diplomatique permanente ou le poste consulaire, si bien qu'il ne serait pas toujours commode pour elle d'utiliser leurs facilités de communication. De même, la mission spéciale n'a pas toujours la possibilité de recourir aux services postaux ordinaires. Dans la pratique, il arrive souvent que les missions spéciales travaillent à proximité des frontières et si de telles missions étaient tenues d'expédier leur correspondance par l'intermédiaire du siège de la mission permanente, probablement situé dans la capitale de l'Etat de réception, il en résulterait une perte de temps.

31. Etant donné que la participation des missions diplomatiques permanentes à certaines conférences est parfois exclue, une mission spéciale envoyée à une telle conférence éprouverait des difficultés à expédier sa correspondance par la valise diplomatique ordinaire, car cela exigerait le consentement du chef de la mission permanente. Il faut donc que les missions spéciales puissent disposer de leurs propres moyens de communication, sans que cela les empêche de recourir, lorsque c'est possible, aux moyens de communication diplomatiques habituels. Le texte de l'article 28 établi par la Commission du droit international a été conçu de manière à mettre les missions spéciales en mesure de jouir d'une entière liberté de communication. Aux yeux de l'expert consultant, les amendements respectifs du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1) et du Royaume-Uni (A/C.6/L.699) sont conformes à l'esprit du texte de ladite Commission.

32. En ce qui concerne le contenu de la valise de la mission spéciale, l'emploi du terme "objets", au paragraphe 4 de l'article rédigé par la Commission du droit international, tient compte du fait qu'une mission spéciale en matière de géologie ou de biologie, par exemple, pourrait vouloir expédier non seulement la description de certaines choses, mais les choses elles-mêmes. A cet égard, le texte de la Commission du droit international va plus loin que l'article 27 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques auquel il correspond. Les paragraphes 6 et 7 de l'article 28 sont fondés sur l'article 35 de la Convention de Vienne sur les relations

consulaires et font clairement ressortir qu'une mission spéciale ne doit pas nécessairement expédier toute sa correspondance par les courriers diplomatiques. En rédigeant l'article 28, la Commission du droit international a été guidée par la nécessité d'énoncer des règles souples et réalistes, conformes à la pratique contemporaine.

33. M. PERSSON (Suède) dit que l'amendement de la France (A/C.6/L.706) aurait pour effet d'entraîner une différence de traitement, en ce qui concerne la correspondance d'une mission spéciale, selon qu'elle emprunterait la valise de la mission diplomatique ou qu'elle utiliserait sa propre valise. C'est dans ce dernier cas seulement que serait effectuée l'inspection envisagée dans la deuxième partie de cet amendement. Une telle distinction étant injustifiée, la délégation suédoise appuiera l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1).

34. Selon M. TENA (Espagne), le débat sur l'article 28 a fait ressortir plus nettement encore que la situation d'une mission spéciale envoyée par un Etat qui a une mission diplomatique permanente dans l'Etat de réception est radicalement différente de la mission spéciale d'un Etat qui n'est pas dans ce cas. Les amendements respectifs de la France (A/C.6/L.706) et du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1) sont tous deux fondés sur la théorie selon laquelle une mission spéciale doit, parce qu'elle fait partie de l'appareil diplomatique, être encouragée à emprunter pour ses communications la voie diplomatique ordinaire, encore que chaque mission spéciale ait la possibilité de décider d'utiliser ses propres moyens de communication. L'amendement du Ghana, grâce à l'inclusion des mots "lorsque c'est possible", tient compte de tous les facteurs mentionnés par l'expert consultant. La délégation espagnole votera pour cet amendement, parce qu'il est plus souple que celui de la France, dont la deuxième partie tend à soumettre la liberté de communication des missions spéciales aux normes consulaires.

35. M. Tena souligne, à l'intention du Comité de rédaction, que l'expression "communications facilitées", qui figure dans le texte ghanéen, serait mieux rendue en espagnol par l'expression "medios de comunicaciones" que par "servicios de comunicaciones".

36. M. TATHY (Congo-Brazzaville) déclare que sa délégation appuie sans réserve l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1) parce que, dans la pratique, lorsqu'une mission spéciale se rend dans un Etat avec lequel l'Etat d'envoi entretient des relations diplomatiques, il est normal et commode que la mission utilise la valise diplomatique et le courrier de la mission permanente. La délégation congolaise est, en principe, favorable à la première partie de l'amendement de la France (A/C.6/L.706), mais elle éprouve quelques inquiétudes à l'égard de l'addition proposée au paragraphe 3, car la disposition proposée pourrait mener à des abus. De plus, il serait difficile d'établir un critère permettant de déterminer ce qui constitue "de sérieux motifs".

37. M. MOTZFELDT (Norvège) souligne l'importance que revêt la liberté de communication pour le bon fonctionnement d'une mission spéciale. La délégation norvégienne croit néanmoins que les missions spé-

ciales doivent utiliser les facilités de communication de la mission diplomatique permanente lorsqu'il y en a une. Dans ces conditions, elle pourra souscrire à l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1), bien qu'elle eût préféré le texte du Royaume-Uni (A/C.6/L.699). Elle ne peut pas appuyer l'amendement de la France (A/C.6/L.706), d'une part parce qu'elle éprouve des réserves à l'égard du nouveau paragraphe 2 bis proposé et, d'autre part, parce qu'elle estime que l'addition proposée au paragraphe 3 compromettrait le principe de l'inviolabilité de la valise diplomatique.

38. M. BEN LAMIN (Libye) dit que la première partie de l'amendement de la France (A/C.6/L.706) ne tient pas compte du fait qu'il peut arriver qu'une mission spéciale ne remplisse pas ses fonctions dans la même localité que celle où se trouve la mission diplomatique ou le poste consulaire. Le paragraphe 2 bis proposé ne faciliterait donc pas la tâche de la mission spéciale. La délégation libyenne préfère le libellé du paragraphe 1 établi par la Commission du droit international, parce qu'il est souple et ne limite pas le droit de la mission spéciale d'utiliser à son gré soit sa propre valise, soit la valise diplomatique ou consulaire. Elle pense que le paragraphe 4 du texte de la Commission devrait être renforcé par l'addition au paragraphe 3 qui est proposée dans la deuxième partie de l'amendement de la France, compte tenu de la législation pertinente relative à la souveraineté de l'Etat de réception. Le droit d'inspection, fondé sur de sérieux motifs, ne sera pas déplacé dans le projet de convention. Ce droit est reconnu au paragraphe 2 de l'article 35 du projet d'articles actuel ainsi que dans les articles 35 et 50 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

39. La délégation libyenne se félicite du retrait de l'amendement de la Belgique (A/C.6/L.684). Le libellé du paragraphe 1 établi par la Commission du droit international est souple et doit être maintenu sans modification. La délégation libyenne se réserve le droit de formuler ultérieurement ses observations sur l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1).

40. M. KASEMSRI (Thaïlande) dit que sa délégation est disposée à accepter l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1), étant entendu que l'expression "les facilités de communication" désigne les facilités de communication existantes de la mission diplomatique permanente de l'Etat d'envoi. Elle ne peut pas appuyer l'amendement de la France (A/C.6/L.706), parce que ce texte, en ramenant au niveau consulaire le statut de la mission spéciale, sans prendre en considération le type ou la nature de ses fonctions, affaiblirait le principe de la liberté de communication et soulèverait de sérieuses difficultés lorsque la Sixième Commission abordera l'examen de l'article premier.

41. M. ALCIVAR (Equateur) dit qu'il convient de distinguer entre l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1) et la première partie de l'amendement de la France (A/C.6/L.706). Le premier prévoit que les facilités de communication de la mission diplomatique permanente doivent être employées lorsque c'est possible, alors que le second impose à la mission spéciale l'obligation de les utiliser lorsqu'il existe des relations consulaires ou diplomatiques entre



l'Etat d'envoi et l'Etat de réception et à condition que cela soit matériellement possible. La délégation équatorienne n'a pas d'objection importante à élever contre l'amendement du Ghana, mais elle préfère le texte établi par la Commission du droit international qui, sans exclure l'emploi par la mission spéciale des facilités de communication diplomatiques, a plus de souplesse.

42. La deuxième partie de l'amendement de la France tend à mettre les missions spéciales sur le même pied que les missions consulaires, ce qui altère le caractère diplomatique des missions spéciales. La délégation équatorienne ne peut donc appuyer aucune des deux parties de l'amendement de la France et, d'une façon générale, elle juge que le texte de la Commission du droit international est préférable.

43. M. DELEAU (France) dit que sa délégation, afin de faciliter les travaux de la Sixième Commission, retirera la première partie de son amendement (A/C.6/L.706) et appuiera l'amendement proposé par le Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1). Elle maintiendra toutefois sa proposition relative au paragraphe 3. L'addition qu'elle propose constituerait une garantie utile et n'écarterait pas la possibilité de consentir par voie d'accord mutuel, le cas échéant, des facilités de communication plus larges, notamment dans le cas des missions spéciales envoyées par des Etats qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec l'Etat de réception. Que l'on ait ou non l'occasion d'appliquer cette disposition dans un cas particulier, l'article 26 prévoit déjà l'inviolabilité des archives et documents de la mission spéciale.

44. M. ANOLIN (Philippines) dit que sa délégation ne peut pas appuyer la deuxième partie de l'amendement de la France (A/C.6/L.706), qui ramènerait les missions spéciales au niveau consulaire. La délégation des Philippines appuiera l'amendement du Ghana (A/C.6/L.696/Rev.1) et elle se félicite, pour cette raison, de ce que la délégation française ait retiré la première partie de son amendement.

45. Le PRESIDENT met successivement aux voix l'amendement du Ghana, la deuxième partie de l'amendement de la France et l'article 28.

*Par 54 voix contre zéro, avec 26 abstentions, l'amendement ghanéen (A/C.6/L.696/Rev.1) est approuvé.*

*Par 38 voix contre 8, avec 34 abstentions, la deuxième partie de l'amendement de la France (A/C.6/L.706) est rejetée.*

*Par 78 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'article 28, ainsi modifié, est approuvé.*

46. Intervenant pour expliquer son vote, M. MOLINA LANDAETA (Venezuela) indique que sa délégation n'a pu appuyer la deuxième partie de l'amendement français car cet amendement aurait établi une restriction qui pourrait se révéler dangereuse à l'occasion. Toutefois, étant donné que dans certains cas la valise diplomatique risque d'être utilisée aux dépens de l'Etat de réception, la délégation vénézuélienne s'est abstenue de voter sur cet amendement. Elle s'est également abstenue lors du vote sur l'amendement ghanéen, car les dispositions qu'il contient sont déjà implicites dans le texte de la Commission du droit international. La délégation vénézuélienne a voté pour

l'article 28 tel qu'il a été modifié parce que, selon elle, l'amendement ghanéen ne porte pas atteinte au principe sur lequel repose le texte de la Commission du droit international.

47. M. SPERDUTI (Italie) dit que sa délégation a voté pour l'amendement ghanéen à condition que les mots "Lorsque c'est possible" s'entendent au sens de: sauf lorsqu'un obstacle sérieux se présente. Il s'est abstenu lors du vote sur l'amendement français car si les circonstances peuvent se prêter dans certains cas à ce qu'une mission spéciale soit traitée sur le même pied qu'un poste consulaire, il peut être nécessaire dans d'autres cas de leur réserver un traitement diplomatique intégral. Cette distinction devrait être opérée en tenant compte des circonstances particulières de chaque cas. C'est pourquoi la délégation italienne a appuyé le texte de la Commission du droit international.

48. M. DARWIN (Royaume-Uni) précise que sa délégation a voté pour l'amendement ghanéen pour la raison qu'il a indiquée lorsqu'il a retiré son propre amendement. Il suggère que le Comité de rédaction recherche à quel endroit il conviendrait d'insérer le nouveau paragraphe, étant donné que celui-ci a d'étroits rapports avec les moyens de communication visés au paragraphe 1.

49. M. LUGO (Nicaragua) indique que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur l'article 28 et les amendements y relatifs sur instructions spéciales de son gouvernement.

#### Organisation des travaux de la Commission

50. M. DARWIN (Royaume-Uni) propose que la Sixième Commission examine conjointement les articles 29 et 31 étant donné que les sujets dont ils traitent sont étroitement liés. L'article 30, relatif à l'inviolabilité du logement privé, pourrait être examiné en premier alors que la discussion de l'article 25 sur l'inviolabilité des locaux, est encore présente à l'esprit des membres de la Commission.

51. M. MYSLIL (Tchécoslovaquie) dit que sa délégation ne s'oppose pas à la suggestion du Royaume-Uni, mais qu'elle éprouve certaines appréhensions au sujet des trois articles que la Sixième Commission est sur le point d'examiner. Ces articles ont des rapports très étroits entre eux et ils régissent les immunités personnelles des représentants de l'Etat d'envoi et des membres de la mission spéciale.

52. M. Myslil rappelle que l'article 21 avait fait l'objet de deux amendements qui, s'ils avaient été adoptés, auraient modifié la structure même de la convention. En définitive (1063<sup>ème</sup> séance), il s'est trouvé que l'amendement du Royaume-Uni (A/C.6/L.697) a été retiré et l'amendement français (A/C.6/L.692) rejeté. Ainsi, la Sixième Commission a décidé de conserver la structure que la Commission du droit international a proposée pour la convention. Il convient également de rappeler que l'amendement français à l'article 21 ne représente qu'un des aspects d'une conception différente de la convention, les autres aspects apparaissant dans les amendements que la France a présentés à presque tous les autres articles du projet de convention et qui visent à réduire l'étendue des privilèges et immunités devant être accordés aux

missions spéciales. L'amendement français à l'article 29 (A/C.6/L.707) aurait pour conséquence de mettre les missions spéciales et les missions consulaires sur le même pied, ce qui va à l'encontre des règles établies qui régissent les privilèges et immunités des diplomates.

53. M. DARWIN (Royaume-Uni), prenant la parole pour un point d'ordre, demande dans quelle mesure il convient, lors de l'examen d'une question de procédure, de discuter et de critiquer des amendements qui n'ont pas été présentés et dont le Président n'a pas dit qu'ils figurent à l'ordre du jour de la séance.

54. M. DELEAU (France) s'associe à la demande du représentant du Royaume-Uni.

55. M. MYSLIL (Tchécoslovaquie) souligne que les articles 29, 30 et 31 sont à l'ordre du jour de la séance. Aucune décision n'a encore été prise sur l'ordre dans lequel ces articles seront examinés. Il émet simplement une suggestion au sujet de la procédure à suivre par la Sixième Commission.

56. S'ils sont adoptés, les amendements français aux articles 30 (A/C.6/L.708) et 31 (A/C.6/L.709) mettraient les représentants de l'Etat d'envoi qui participent aux missions spéciales sur le même pied que le personnel consulaire. Ainsi, tous les trois amendements français sont fondés sur la Convention de Vienne sur les relations consulaires plutôt que sur la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Une telle situation n'est pas sans préoccuper la délégation tchécoslovaque. Lorsqu'elle a examiné l'article 21, la Sixième Commission a rejeté l'idée de n'accorder les privilèges et immunités qu'aux missions de niveau élevé et a approuvé la proposition de la Commission du droit international tendant à ce que ces privilèges et immunités soient accordés à toutes les missions spéciales.

57. M. DELEAU (France), prenant la parole pour soulever un point d'ordre, dit que la Sixième Commission est censée se livrer à un débat de procédure afin de déterminer dans quel ordre les articles 29, 30 et 31 doivent être examinés.

58. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il est parfois nécessaire dans des débats de procédure d'évoquer des questions de fond.

59. M. MYSLIL (Tchécoslovaquie) déclare que selon la méthode de travail adoptée par la Sixième Commission, toutes les délégations ont le droit, lors de l'examen d'un article donné, d'évoquer d'autres articles de la convention. La délégation tchécoslovaque voudrait proposer que les articles 29, 30 et 31 soient examinés conjointement afin de décider si les immunités personnelles qu'ils prévoient doivent correspondre, sous réserve des modifications appropriées, à celles prévues dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ou à celles prévues dans la Convention de Vienne sur les relations consulaires, étant bien entendu que les modifications apportées ne devront pas entraîner de bouleversements tels que les missions spéciales en soient ramenées au niveau des missions consulaires. Une fois qu'aura été clarifiée cette question de fond, qui est étroitement liée à la décision que la Sixième Commission a prise au sujet de l'article 21, celle-ci serait alors en mesure de poursuivre ses travaux avec diligence.

60. M. ENGO (Cameroun) dit que sa délégation appuie la proposition du Royaume-Uni tendant à ce que les articles 29 et 31 soient examinés conjointement après l'article 30. Il estime également que lors de la discussion de l'article 30, les délégations ne devront pas se voir refuser la possibilité d'évoquer les articles 29 et 31 si elles le désirent.

61. M. DADZIE (Ghana) déclare qu'en raison du lien très étroit qui existe entre les articles 29 et 31 sa délégation appuie la proposition du Royaume-Uni tendant à ce que ces articles soient examinés conjointement. Il semble bien d'ailleurs que l'article 30 soit destiné à être examiné après l'article 31 puisqu'il vise à son paragraphe 2 le paragraphe 4 de ce dernier article.

62. M. REIS (Etats-Unis d'Amérique) précise que sa délégation est favorable à la proposition du Royaume-Uni, mais éprouverait de grandes difficultés à appuyer la proposition tchécoslovaque. La Sixième Commission a pour tâche de négocier une convention sur les missions spéciales et il se peut qu'elle veuille, à cet effet, faire appel à des dispositions provenant de sources diverses au lieu de se borner à suivre le modèle de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques tel qu'il se distingue de celui de la Convention sur les relations consulaires. La Sixième Commission doit examiner les divers articles et les amendements y relatifs, sur le fond. Pour ce faire, la meilleure méthode serait de commencer avec l'article 29 et d'examiner à son propos l'article 31.

63. M. PRANDLER (Hongrie) fait observer que la délégation tchécoslovaque a proposé que l'on examine ensemble les articles 29, 30 et 31 parce qu'elle a estimé que, selon toute probabilité, les mêmes arguments seraient avancés pour ou contre les amendements à chacun de ces articles. Si la Sixième Commission désire entendre ces arguments et les écouter ensuite de nouveau, lorsque les délégations les feront valoir pour défendre ou critiquer les amendements à l'article 30, il lui est loisible de le faire. Toutefois, on gagnerait du temps si on procédait à un débat général sur les trois articles à l'issue duquel les amendements à chaque article seraient mis aux voix. C'est pourquoi la Hongrie appuie la proposition de la Tchécoslovaquie.

64. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les propositions de la Tchécoslovaquie et du Royaume-Uni sont toutes deux logiquement acceptables. La solution la plus pratique serait peut-être de les fusionner. Comme les articles en question sont étroitement liés à l'article 21, la Sixième Commission devra, dès le début de la discussion, décider si cette dernière sera fondée sur le principe qui a été adopté lorsque l'article 21 a été approuvé ou s'il y a lieu d'envisager une conception différente. Une fois cette décision prise, la Commission pourra accorder toute son attention aux amendements qui tendent à améliorer la convention plutôt qu'à en modifier l'économie.

65. M. SPERDUTI (Italie) appuie la proposition du Royaume-Uni. Il convient, cependant, de faire une distinction entre l'examen des articles et le vote sur leurs dispositions. La Sixième Commission ne doit pas s'inspirer trop exclusivement de l'une ou de

l'autre des deux Conventions de Vienne lorsqu'il s'agit de régler une question; rien ne s'oppose à ce que la convention sur les missions spéciales contienne des éléments provenant d'autres conventions, telles que celle sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies. Dans la discussion des articles, chaque délégation doit pouvoir librement suggérer tout libellé propre à améliorer le texte.

66. M. DELEAU (France) indique que sa délégation appuie la proposition du Royaume-Uni. Les questions de l'inviolabilité de la personne et de l'immunité de juridiction sont étroitement apparentées; celle de l'inviolabilité du logement privé est quelque peu différente et peut être traitée séparément.

67. M. DARWIN (Royaume-Uni) fait observer que le représentant de la Tchécoslovaquie estime, apparemment, que la Sixième Commission est tenue de choisir entre le texte de la Convention sur les relations consulaires et celui de la Commission du droit international. La délégation du Royaume-Uni se propose de juger les qualités intrinsèques de chaque article et non de se référer de façon dogmatique à un texte extérieur quelconque considéré comme devant être automatiquement appliqué ou rejeté. Chaque article doit être étudié séparément à moins que l'examen conjoint de deux articles ne se justifie par les rapports étroits existant entre les questions dont ils traitent. Aussi convient-il d'examiner ensemble les articles 29 et 31, qui portent sur des questions étroitement apparentées, et d'étudier séparément l'article 30.

68. M. MYSLIL (Tchécoslovaquie) déclare que le projet de la Commission du droit international s'inspire de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, tandis que les amendements français sont fondés sur la Convention de Vienne sur les relations consulaires. La délégation tchécoslovaque a jugé nécessaire, avant que la Sixième Commission n'aborde l'examen des articles 29, 30 et 31, d'exprimer les préoccupations que lui cause l'adoption éventuelle d'amendements importants à ces articles. M. Myslil a fait, à cet égard, non une proposition, mais une simple suggestion, dans l'espoir de faciliter les travaux de la Commission. Il n'a pas entendu critiquer certaines positions fondamentales.

69. M. FRANCIS (Jamaïque) estime que toute décision prise par la Sixième Commission en matière de procédure doit viser à lui permettre d'avancer rapidement dans ses travaux.

70. M. OGUNDERE (Nigéria) fait observer que les deux suggestions ne sont pas aussi différentes qu'on peut le croire à première vue. Il est loisible à toutes les délégations de se référer à d'autres articles, à l'occasion d'une discussion sur un article donné. Il serait, semble-t-il, approprié d'examiner en premier lieu les amendements aux articles 29 et 31 et d'étudier ensuite l'article 30. Bien entendu, il ne faut pas perdre de vue la question soulevée par le représentant de la Tchécoslovaquie au sujet des principes sur lesquels repose le projet.

71. M. LIANG (Chine) rappelle qu'au cours de la discussion sur l'article 21 sa délégation avait insisté (1059<sup>e</sup> séance) pour que l'article 22 et les articles suivants soient examinés l'un après l'autre et jugés

selon leurs mérites. Il y a un lien entre les articles 29 et 31. Mais en y regardant de plus près on constate que ce lien n'existe qu'entre la première phrase de l'article 29 et le premier paragraphe de l'article 31; le reste de l'article 31 n'a aucun point commun avec l'article 29. En toute logique, la Commission doit donc, en premier lieu, examiner l'article 29 en assurant l'harmonie nécessaire entre les dispositions de sa première phrase et celles du premier paragraphe de l'article 31, puis passer à l'article 30 et, enfin, aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 31.

72. M. ALCIVAR (Equateur), appuyé par M. DUPLESY (Haïti), propose que la Sixième Commission décide d'examiner chaque article à son tour; elle risque autrement de ne jamais parvenir à une conclusion.

73. Le PRESIDENT dit que les vœux de la Sixième Commission doivent être respectés. La majorité des membres estime, semble-t-il, que la Commission doit d'abord examiner conjointement les articles 29 et 31 et passer ensuite à l'examen de l'article 30, étant bien entendu qu'il est loisible à toute délégation de se référer à l'article 30 au cours du débat sur les articles 29 et 31. Il propose donc d'adopter cette procédure. Une telle décision ne préjugerait en rien l'ordre dans lequel les articles et les amendements seront mis aux voix.

74. M. ALCIVAR (Equateur) suggère qu'une fois les amendements présentés par leurs auteurs, on invite l'expert consultant à donner son avis sur les modifications proposées.

75. M. REIS (Etats-Unis d'Amérique) note que l'on a de plus en plus tendance à demander à l'expert consultant son opinion personnelle sur les amendements présentés et il indique que cette pratique ne laisse pas d'inquiéter sa délégation. Il est parfaitement justifié de chercher à obtenir l'avis de l'expert consultant sur certaines questions de terminologie, mais il ne semble pas nécessaire de savoir ce qu'il pense lui-même de la valeur des amendements.

76. M. ALCIVAR (Equateur) dit que sa délégation ne pourra pas prendre de décision définitive sur les articles dont il s'agit tant qu'elle n'aura pas obtenu de l'expert consultant certains renseignements.

77. Selon M. DADZIE (Ghana), toutes les délégations peuvent, bien entendu, demander l'avis de l'expert consultant sur une question donnée, mais les travaux de la Sixième Commission ne doivent pas dépendre de l'obtention de cet avis.

78. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que l'expert consultant n'a jamais critiqué les amendements présentés par les délégations; bien au contraire, il a fait preuve de beaucoup de tact chaque fois qu'il a expliqué le texte élaboré par la Commission du droit international. Toutes ces décisions seront prises par la Sixième Commission, mais il doit être loisible à toute délégation de demander, si elle le souhaite, l'avis de l'expert consultant.

79. Le PRESIDENT déclare qu'il ne peut que défendre le droit de toute délégation de demander l'avis de l'expert consultant; quant à la mesure dans laquelle il y a lieu de tenir compte de cet avis ou au contraire



de l'ignorer, c'est là une question qu'il appartient à chaque délégation de trancher elle-même.

80. M. MOLINA LANDAETA (Venezuela), M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. DARWIN (Royaume-Uni) proposent que la Sixième Commission adopte la suggestion faite par le

Président d'examiner conjointement les articles 29 et 31 et de passer ensuite à l'examen de l'article 30, étant bien entendu qu'il est loisible à toute délégation de se référer à l'article 30 au cours du débat sur les articles 29 et 31.

*La séance est levée à 18 h 50.*

